



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture de la zone de défense  
et de sécurité Nord**

## **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

---

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR - NORD -**

### **CONSULTATION N° 2025-22**

#### ***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)***

**Maîtrise d'œuvre  
en vue de la réfection de l'étanchéité  
des toitures des bâtiments A et B  
au SGAMI Nord à LILLE – Fives (59)**

**Ce document comporte 34 pages, numérotées de 1 à 34 (dont 1 annexe)**

# SOMMAIRE

CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS.....	4
ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION.....	4
ARTICLE 2 – OBJET DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1 – Détail des prestations.....	4
2.2 – Site concerné.....	4
2.3 – Tranches.....	4
2.4 – Nature des prestations.....	4
2.5 – Contenu de la mission de base.....	4
a) Les études d'Avant-Projet.....	5
b) Les études de Projet (PRO).....	5
c) L'Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de Travaux (AMT).....	6
d) Le Visa des études d'exécution (VISA).....	7
e) La Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET).....	8
f) L'Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des Opérations de Réception et pendant la période de garantie et de parfait achèvement (AOR).....	8
2.6 – Mode d'attribution des travaux.....	9
2.7 – Notifications.....	9
ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES.....	9
3.1 – Maîtrise d'ouvrage.....	9
3.2 – Titulaire du marché.....	9
3.3 – Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	10
3.4 – Contrôleur technique.....	10
3.5 – Sous-traitants.....	10
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS.....	10
4.1 – Pièces particulières.....	11
4.2 – Pièces générales.....	11
4.3 – Autres pièces particulières.....	11
4.4 – Environnement réglementaire.....	11
ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ.....	11
5.1 – Obligation de confidentialité.....	11
5.2 – Clause de sûreté.....	11
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET MESURES SOCIALES.....	12
6.1 – Protection de la main-d'œuvre.....	12
6.2 – Clause d'insertion.....	12
6.3 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	12
ARTICLE 7 – MESURES ENVIRONNEMENTALES.....	12
ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES.....	13
ARTICLE 9 – ASSURANCES.....	13
CHAPITRE II – PRIX ET RÈGLEMENT.....	14
ARTICLE 10 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX.....	14
10.1 – Règles générales – Forme du prix.....	14
10.2 – Décomposition des prix.....	14
10.3 – Modalité de révision des prix.....	14
a) Mission de base.....	14
b) Coefficient de révision.....	15
ARTICLE 11 – PRÉCISIONS SUR LES MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	16
11.1 – Avance.....	16
11.2 – Acomptes.....	16
a) Rémunération des éléments de la mission de base.....	16
b) Rémunération des éléments normalisés.....	17
c) Montant de l'acompte.....	17
d) Solde de la maîtrise d'œuvre.....	18
e) Demandes de paiements dématérialisées.....	18
Fonctionnalités pour tous les acteurs.....	19
Conditions générales d'utilisation d'EDIFLEX.....	19
Authentification de l'abonné.....	19
Émission d'informations.....	19
f) Retenue de garantie – Cautionnement.....	19
ARTICLE 12 – COÛTS DES TRAVAUX – FORFAITS DE RÉMUNÉRATION.....	20
12.1 – Coût prévisionnel initial des travaux.....	20
12.2 – Taux de rémunération initial.....	20
12.3 – Taux et seuils de tolérance.....	20
12.4 – Forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base.....	21
12.5 – Conditions de modifications du projet – Clause de réexamen.....	22

12.6 – Modalités de révision du forfait de rémunération de la mission de base.....	23
a) Après l'élément de mission APD (avant-projet définitif).....	23
b) A la notification des marchés de travaux.....	24
c) Lors de l'exécution des marchés de travaux.....	25
d) Incidence financière sur les éléments de mission en cas d'augmentation du forfait.....	25
12.7 – Coût de référence des travaux.....	26
12.8 – Coût de réalisation des travaux.....	27
12.9 – Mesures conservatoires.....	27
12.10 – Coût final constaté des marchés de travaux.....	27
CHAPITRE III – DÉLAIS – PÉNALITÉS.....	28
<b>ARTICLE 13 – DÉLAIS ET PÉNALITÉS DE RETARD.....</b>	<b>28</b>
13.1 – Établissement des documents d'étude.....	28
a) Délais.....	28
b) Pénalités pour retard en phase études.....	28
13.2 – Réception des documents d'étude.....	29
a) Présentation des documents d'étude.....	29
b) Nombre d'exemplaires.....	29
13.3 – Délais d'approbation par le maître d'ouvrage.....	29
13.4 – Établissement des documents en phase travaux.....	29
a) Délais.....	29
b) Pénalités pour retard en phase travaux.....	29
13.5 – Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....	29
13.6 – Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur.....	30
13.7 – Instruction des mémoires en réclamation.....	30
a) Délai d'instruction.....	30
b) Pénalités pour retard.....	30
<b>ARTICLE 14 – AUTRES PÉNALITÉS.....</b>	<b>30</b>
14.1 – Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin.....	30
14.2 – Sous-traitants.....	30
14.3 – Exonération.....	30
CHAPITRE IV – EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	31
<b>ARTICLE 15 – ORDRES DE SERVICE.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 16 – SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 17 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 18 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 19 – UTILISATION DES RÉSULTATS.....</b>	<b>32</b>
CHAPITRE V – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	32
<b>ARTICLE 20 – RÉSILIATION DU FAIT DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE.....</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 21 – RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE OU CAS PARTICULIER.....</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 22 – CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>32</b>
22.1 – Conduite des prestations dans un groupement.....	32
22.2 – Saisie-arrêt.....	33
22.3 – Responsabilité.....	33
CHAPITRE VI – DÉROGATIONS AU CCAG-MOe.....	33
ANNEXE 1 - EXEMPLE DE CALCUL DE RÉÉVALUATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION.....	34

## ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

Les stipulations du cahier des clauses administratives générales (CCAG), applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre – texte en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022, s'appliquent au marché issu de la consultation n°2025-22.

Le présent cahier des clauses administratives particulières apporte des précisions complémentaires spécifiques à la consultation n°2025-22 et déroge à certaines stipulations du CCAG-maîtrise d'œuvre mentionné ci-dessus.

## ARTICLE 2 – OBJET DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 2.1 – Détail des prestations

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières, issu de la consultation n°2025-22, est un marché de maîtrise d'œuvre, au sens de l'article R.2172-1 du code de la commande publique.

Les prestations du marché issu de la consultation 2025-22 sont exécutées en un lot juridique unique, régi par le présent CCAP.

La description de l'ouvrage et ses spécifications techniques sont indiquées dans les documents techniques particuliers de la consultation n°2025-22.

### 2.2 – Site concerné

Les prestations sont exécutées en site occupé.

L'adresse du site concerné est :

SGAMI Nord – Site de Fives  
130 Rue de Rivoli  
59 800 LILLE

### 2.3 – Tranches

Le marché issu de la consultation n°2025-22 est composé d'une seule tranche.

### 2.4 – Nature des prestations

Le présent marché concerne des prestations intellectuelles, relatives à une mission de maîtrise d'œuvre.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrage « bâtiment ».

La nature des travaux concerne une réhabilitation.

### 2.5 – Contenu de la mission de base

Les éléments de la mission confiée au maître d'œuvre sont une mission de base au sens de l'article R.2431-5 du code de la commande publique et ne comporte pas de mission complémentaire.

Le marché issu de la consultation n°2025-22 comprend une **mission de base** qui regroupe les éléments de mission suivants :

- Les études d'Avant-Projet Sommaire (APS) ;
- Les études d'Avant-Projet Définitif (APD) ;
- Les études de Projet (PRO) ;
- L'Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des Marchés de Travaux (AMT)
  - *Établissement du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)*
  - *Analyse des candidatures et des offres (initiales et négociées) ;*
- Le Visa des études d'exécution (VISA) ;
- La Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET) ;
- L'Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des Opérations de Réception et pendant la période de garantie et de parfait achèvement (AOR).

## **a) Les études d'Avant-Projet**

Les études d'avant-projet comprennent les études d'avant-projet sommaire définies à l'article R.2431-10 du code de la commande publique et les études d'avant-projet définitif définies à l'article R.2431-11 de ce même code.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction.

### **Avant-projet sommaire (APS)**

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet :

- de préciser la composition générale en plan et en volume ;
- d'apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage ;
- de proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ;
- de préciser le calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en phases fonctionnelles ;
- d'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.
- de vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- de contrôler les relations fonctionnelles des éléments du programme et leurs surfaces ;
- d'apprécier les intentions de traitement des espaces d'accompagnement ;
- de proposer éventuellement les performances techniques à atteindre.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200ème, avec certains détails significatifs au 1/100ème.

Avant l'exécution des études d'avant-projet définitif, le maître d'œuvre devra assister le maître d'ouvrage pour la présentation du projet aux utilisateurs, participer à la réunion finale de mise au point du projet avec les utilisateurs.

### **Avant-projet définitif (APD)**

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur l'avant-projet sommaire approuvé par le maître d'ouvrage, ont pour objet :

- de déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- d'arrêter en plans, coupes et façades les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- de définir les principes constructifs, les matériaux et les installations techniques ;
- d'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposée par corps d'état ;
- de permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme ;
- de permettre la fixation du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'œuvre ;
- de vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- de définir les principes constructifs, de fondation et de structure, ainsi que leur dimensionnement indicatif ;
- de justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques.

Les études d'avant-projet définitif doivent permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100ème, avec certains détails significatifs au 1/50ème.

## **b) Les études de Projet (PRO)**

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage. Elles doivent permettre :

- de préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- de déterminer l'implantation, et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- de préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ;
- d'établir un coût prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- de permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et d'estimer les coûts de son exploitation ;
- de déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage ;
- de coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages en fonction de l'éventuel allotissement des marchés publics de travaux ;
- de décrire les ouvrages et d'établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50<sup>ème</sup> avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20<sup>ème</sup> à 1/2.

Au titre des études d'avant-projet définitif, le maître d'œuvre devra reprendre, à ses frais, tout ou partie des études si les dossiers transmis au maître d'ouvrage font l'objet, de la part des autorités compétentes, d'un avis défavorable ou d'un avis favorable avec réserve. Les délais d'études seront alors prolongés par ordre de service dans les conditions fixées par l'article 13-3 du CCAG-PI.

Le coût global prévisionnel définitif des travaux ( $C_{def}$ ) sera arrêté par acte modificatif et déterminera le forfait définitif de rémunération ( $F_{def}$ ) du maître d'œuvre pour la mission de base.

### **c) L'Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de Travaux (AMT)**

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux sur la base des études qu'il a approuvées a pour objet :

- de préparer la consultation des opérateurs économiques chargés des travaux, en fonction du mode de passation des marchés publics, afin qu'ils puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le contenu du dossier de consultation est adapté en fonction de la décision du maître d'ouvrage d'allouer ou non l'opération ;
- de préparer la sélection des candidatures et de les examiner ;
- d'analyser les offres et, le cas échéant, les variantes ;
- de préparer les mises au point permettant la conclusion des marchés publics par le maître d'ouvrage.

#### **Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :**

Le maître d'œuvre devra établir la proposition quant aux :

- qualifications minimales à demander aux entrepreneurs par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation de ceux-ci ;
- clauses sociales, clauses environnementales et éventuelles clauses innovantes dans le cadre de la consultation des entreprises de travaux ;
- capacités financières minimales à demander aux entrepreneurs par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation de ceux-ci ;
- index de référence pour la révision des prix des contrats de travaux ;
- critères d'attribution des contrats de travaux ;
- délais d'exécution et des délais de préparation nécessaires à l'exécution des contrats de travaux ; travaux préliminaires au choix des entreprises admises à remettre une offre en cas de consultation restreinte (analyse des compétences, moyens et références).

Il est précisé que le maître d'œuvre établit les pièces graphiques et rédige le(s) cahier(s) des clauses techniques particulières relatif(s) aux contrats de travaux ainsi que le(s) cadre(s) de décompositions des prix. Dès réception et validation (et reprise éventuelle des documents mentionnés précédemment), le maître d'ouvrage rédige et établit le règlement de la consultation des entreprises, le cahier des clauses administratives particulières relatifs aux contrats de travaux et l'acte d'engagement spécifique à chaque lot de travaux.

#### **Consultation des entreprises :**

Le maître de l'ouvrage rédige et établit l'avis d'appel public à la concurrence.

La consultation relative aux marchés de travaux sera passée sous forme formalisée ou adaptée, conformément aux articles R.2123-1 et R.2124-2 du code de la commande publique, selon l'estimation financière de l'enveloppe allouée aux travaux, au stade de l'élément de mission « Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de Travaux » (AMT).

Durant la consultation des entreprises de travaux, il est fait obligation au maître d'œuvre de répondre aux questions des entrepreneurs retenus **avec l'aval du maître d'ouvrage**. Le maître d'œuvre communique ses réponses au maître d'ouvrage qui transmettra les informations à l'ensemble des candidats dans le respect de la mise en concurrence.

#### **Ouverture des plis :**

Après l'ouverture des plis par le maître d'ouvrage, ce dernier transmet au maître d'œuvre, pour analyse, un dossier complet des candidatures et offres recevables. Le maître d'œuvre ne doit fournir aucune des informations contenues dans ce dossier à des tiers. Il établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entrepreneurs, un rapport dans lequel il indique les points de conformités de chacune des candidatures et, pour chacune des offres qui lui paraissent les plus intéressantes :

- a) La conformité des prix avec la réalité économique du moment ;
- b) Les points sur lesquels ces offres ne seraient pas conformes au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;

- c) Les réserves éventuelles qu'elles appellent ;
- d) Les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art ;
- e) Les imprécisions, erreurs, ou omissions relevées notamment dans la décomposition forfaitaire ;
- f) La pertinence de la méthodologie mise en application pour respecter les clauses sociales, les clauses environnementales et les éventuelles clauses innovantes ;
- g) Une analyse des coûts proposés et de la cohérence des propositions financières en comparaison des estimations détaillées des travaux par lots.

Si des propositions "variantes" sont remises par les entrepreneurs, et que les variantes sont autorisées dans la consultation des entrepreneurs de travaux, le maître d'œuvre devra accomplir, sans rémunération complémentaire, les tâches d'analyse, de contrôle etc. impliquées par l'étude de ces variantes.

Le maître d'œuvre établit un rapport d'analyse comparative, proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement et de sélection des offres précisées dans le règlement de la consultation, remis au maître d'ouvrage dans le délai fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre doit, en outre, respecter le caractère secret des prix consentis par les entrepreneurs attributaires des marchés, ces prix ne devant en aucun cas être communiqués aux autres soumissionnaires.

### **Négociation :**

Dans le cadre de la consultation des entreprises, une phase de négociation peut être mise en place, après analyse des offres jugées comme étant les plus avantageuses (au maximum trois).

Lorsque la phase de négociation est réalisée sous la forme d'auditions des entreprises de travaux, le maître d'ouvrage peut inviter le maître d'œuvre à participer à ces auditions.

Le maître d'œuvre établit un rapport d'analyse comparative, après négociation, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation, remis au maître d'ouvrage dans le délai fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

### **Choix des entrepreneurs :**

- La préparation des mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux est réalisée par le maître de l'ouvrage ;
- Le choix définitif de l'entrepreneur à retenir appartient au maître d'ouvrage qui est libre de suivre ou non les remarques du maître d'œuvre ;
- Le maître d'œuvre est également associé à l'acceptation des sous-traitants.

### **d) Le Visa des études d'exécution (VISA)**

Les études d'exécution sont intégralement réalisées par les entreprises et validées par le maître d'œuvre. Cette phase « visa des études d'exécution » intègre la période de préparation préliminaire à l'exécution des contrats de travaux.

Les études d'exécution permettent la réalisation de l'ouvrage. Elles ont pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage ou pour les seuls marchés publics concernés :

- d'établir tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants, et définissant les travaux dans tous leurs détails. Ces plans d'exécution et spécifications sont établis afin de dispenser l'opérateur économique chargé des travaux de réaliser des études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier ;
- de réaliser des études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Ces études de synthèse se traduisent par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations ;
- d'établir sur la base des plans d'exécution un devis quantitatif détaillé par marché public ;
- d'établir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par marché public ;
- d'effectuer la mise en cohérence technique des documents fournis par les opérateurs économiques chargés des travaux lorsque les documents pour l'exécution des ouvrages sont établis pour partie par la maîtrise d'œuvre et pour partie par ces opérateurs.

Lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par les opérateurs économiques chargés des travaux, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'ils ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

### **Période de préparation – programme d'exécution des travaux :**

- La durée s'il y a lieu, de la période de préparation ainsi que les conditions d'établissement, durant cette période, du programme d'exécution des travaux sont fixées à l'article 28 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux ;
- En outre, le maître d'œuvre fait remettre par les entrepreneurs toutes les pièces prévues aux articles 28 et 29 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Il établit avec eux le calendrier d'exécution et dirige la mise au point de ces documents. Au cours de cette période, chaque entrepreneur procède, en accord avec le maître d'œuvre, à la décomposition définitive du montant de son marché par "phases techniques" ;
- Le calendrier d'exécution doit être revêtu d'une mention d'approbation par chacun des entrepreneurs et visé par le maître d'œuvre avant d'être approuvé par le maître d'ouvrage.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

### **e) La Direction de l'Exécution des marchés de Travaux (DET)**

La direction de l'exécution des marchés publics de travaux a pour objet :

- de s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées ;
- de vérifier que les documents qui doivent être produits par les opérateurs économiques chargés des travaux, ainsi que l'exécution des travaux sont conformes aux clauses de leur marché public et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- de délivrer tous ordres de service, d'établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du marché public de travaux, de procéder aux constats contradictoires et d'organiser et de diriger les réunions de chantier ;
- de vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par les opérateurs économiques chargés des travaux, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final et d'établir le décompte général ;
- d'assister le maître d'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux ;
- de s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux clauses du marché public, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- d'informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- de donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les opérateurs économiques chargés des travaux et sur les décomptes généraux ainsi que d'instruire les mémoires de réclamation de ces opérateurs économiques.

Le CCAG applicable aux marchés de travaux fixe d'une manière générale le contenu des relations qui s'établissent entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les entrepreneurs, sous réserve des dispositions complémentaires ci-dessous qui prévalent.

En outre, le maître d'œuvre assume le rôle qui lui est imparti en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier par la réglementation en vigueur (article 31 du CCAG travaux).

Concernant l'établissement et la délivrance des ordres de service (prévus à l'article R.2431-16 du code de la commande publique), il y a lieu de se référer aux stipulations de l'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Le suivi de l'exécution des travaux sera effectué, conformément aux stipulations de l'article 16 du présent CCAP.

Le maître d'œuvre devra se conformer aux prescriptions du CCAG applicable aux marchés de travaux et portant sur la réalisation des ouvrages et plus particulièrement au chapitre IV (articles 21 à 28 inclus).

### **f) L'Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des Opérations de Réception et pendant la période de garantie et de parfait achèvement (AOR)**

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) nécessaires à leur exploitation.

Les obligations du maître d'œuvre relatives à la réception des travaux sont celles définies aux articles 41 à 43 du CCAG applicable aux marchés de travaux.



Pendant le délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre devra :

- assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- relancer les entreprises défaillantes et assurera le suivi de la reprise éventuelle des prestations non réalisées ;
- informer le maître d'ouvrage des difficultés rencontrées et des dispositions à prendre ;
- assurer la surveillance des travaux de reprise des vices cachés.

## **Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)**

Il appartient au maître d'œuvre de vérifier les documents fournis après exécution par les entrepreneurs (et notamment que les plans d'ensemble et de détail soient conformes à l'exécution) en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

Le maître d'œuvre s'assure, dans un premier temps, que l'ensemble des documents des DOE ont bien été transmis dans les délais, comme précisé dans les marchés de travaux.

En cas de non réception ou de réception partielle des documents du DOE, le maître d'œuvre met en demeure le titulaire du marché de travaux concerné, par ordre de service, de transmettre les documents manquants avant une date limite, fixée dans l'ordre de service.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de **20 jours** à compter de la remise de la **totalité des documents** du DOE pour procéder à la vérification de conformité des documents. Passé ce délai, les documents seront réputés acceptés.

Une pénalité de retard de **30,00 €**, par jour calendaire de retard, est appliquée sur constatation du dépassement du délai de validation des documents.

## **2.6 – Mode d'attribution des travaux**

L'attribution des travaux sera effectuée dans le cadre d'une consultation à procédure adaptée, selon l'estimation de l'enveloppe budgétaire allouée aux travaux.

Le mode de dévolution des travaux, en entreprise générale ou en lots séparés, sera confirmé au stade de l'Avant-Projet Définitif (APD).

## **2.7 – Notifications**

Lorsqu'une notification au titulaire est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Il peut s'agir de la notification du marché concerné, d'un acte modificatif, d'un acte spécial de sous-traitance, d'une décision d'affermissement, ou de tout autre document lié à l'exécution du marché concerné.

# **ARTICLE 3 – PARTIES CONTRACTANTES**

## **3.1 – Maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère de l'intérieur.

La conduite d'opération est assurée par la direction de l'immobilier du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Nord.

## **3.2 – Titulaire du marché**

Les caractéristiques du titulaire du marché issu de la consultation n°2025-22 sont précisées dans l'acte d'engagement du marché.

Les compétences demandées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre n°2025-22 et obligatoires pour la bonne exécution, sont définies comme suit.

La maîtrise d'œuvre a la compétence minimum suivante :

- Bureau d'études techniques : OPQIBI 1211 – Études des corps d'état de clos couvert courant.

À défaut, le titulaire du marché issu de la consultation n°2025-22, aura fourni lors du dépôt de son offre, une liste de références significatives et pertinentes, datées de moins de moins de trois ans, attestant de ses capacités à réaliser les prestations.

### 3.3 – Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Le nom du coordonnateur sécurité et protection de la santé sera communiqué au titulaire du marché 2025-22.

### 3.4 – Contrôleur technique

Le nom du contrôleur technique sera communiqué au titulaire du marché 2025-22.

### 3.5 – Sous-traitants

Il peut être fait appel à la sous-traitance sous réserve des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies dans les articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu **préalablement** de la personne représentant le pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet contre récépissé au représentant du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Les demandes d'acceptation de sous-traitance devront être **exclusivement** adressées au technicien en charge du suivi de l'opération au sein du SGAMI Nord :

Mme Marion LEJEUNE – [marion.lejeune@interieur.gouv.fr](mailto:marion.lejeune@interieur.gouv.fr)

ainsi qu'à l'adresse suivante :

[sgami-nord-di-bureau-travaux@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-nord-di-bureau-travaux@interieur.gouv.fr)

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

<p><b><u>Le titulaire s'engage cependant à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le maître de l'ouvrage.</u></b> Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance ou suite au silence du représentant du pouvoir adjudicateur pendant vingt-et-un jours à compter de la réception de la demande d'agrément du sous-traitant.</p>
--

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € (six cents) toutes taxes comprises, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, **est payé directement**, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, si elles ne sont pas prévues par le marché, sont constatées par un acte spécial de sous-traitance signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par le maître d'œuvre, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement aux sous-traitants.

## ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAP-MOe, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

## **4.1 – Pièces particulières**

- L'acte d'engagement spécifique de la consultation n°2025-22 ;
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 2 à l'acte d'engagement) ;
- Le cadre de décomposition du temps prévisionnel d'intervention (annexe 3 de l'acte d'engagement) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières n°2025-22 dont seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi, ainsi que l'annexe « Convention d'Interchange » jointe au présent CCAP, précisant les droits et obligations du titulaire sur la plateforme EDIFLEX et ayant valeur contractuelle ;
- Le programme des travaux de la consultation n°2025-22.

## **4.2 – Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre – texte en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022 ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux – texte en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2021, selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG), en vigueur lors du mois d'établissement des prix (Mois Mo) études tel que défini à l'acte d'engagement ;
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (DTU) énumérés aux annexes 1 des circulaires du ministère de l'économie et des finances relatives aux cahiers des charges techniques des marchés publics de travaux de bâtiment compte tenu des modifications qui leur sont apportées par les annexes à ces circulaires.

## **4.3 – Autres pièces particulières**

- Les demandes d'acceptation de sous-traitance (annexe 1 à l'acte d'engagement), remis lors du dépôt de l'offre du titulaire (concerné) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs (avenants), postérieurs à la notification, spécifiques à chaque marché ;
- Le mémoire technique, spécifique à chaque marché, remis par le titulaire lors du dépôt de son offre.

## **4.4 – Environnement réglementaire**

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

Les pièces générales, mentionnées au point 4.2 du présent document, bien que non jointes à la consultation n°2025-22, sont réputées connues du titulaire du marché issu de cette même consultation.

Le titulaire leur reconnaît expressément le caractère contractuel.

# **ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ – CLAUSE DE SÛRETÉ**

## **5.1 – Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5.1 du CCAG-MOe, le personnel du titulaire du marché, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

## **5.2 – Clause de sûreté**

### **• Contrôle de la liste nominative du personnel**

Les prestations nécessiteront l'accès à un site du Ministère de l'intérieur.

L'opérateur économique qui effectue les prestations sera tenu de fournir à l'administration, pour accord du service bénéficiaire, une liste nominative des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (personnel du titulaire concerné, de ses cotraitants, de ses sous-traitants, intérimaires ou travailleurs indépendants), et ce, a minima, 14 jours avant la date de démarrage des travaux ou prestations. Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance,

et adresses de chacun des salariés, ainsi qu'une photocopie de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d'exécution du marché dont il est titulaire, l'opérateur économique (concerné) signalera à l'administration tout changement de personne au moins 24 heures à l'avance. Il ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel.

#### • **Conditions d'accès aux sites sécurisés**

Le titulaire de chaque marché devra se conformer aux exigences de sécurité du site établies par la personne publique. Ces exigences sont décrites au PGCSPPS – chapitre « mesures d'organisation générale arrêtée par le maître d'œuvre en concertation avec le CSPPS » – paragraphe « accès au chantier – principe d'accès au chantier ». Le personnel devant pénétrer sur un site ou une enceinte sécurisée devra être au préalable habilitée par le service bénéficiaire et se verra ou non délivrer une carte d'accès provisoire. En fonction de l'activité sur le site, le service bénéficiaire pourra refuser à quiconque l'accès à ses locaux à certains jours ou certaines heures.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées, par elle, indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux cotraitants et sous-traitants.

## **ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET MESURES SOCIALES**

### **6.1 – Protection de la main-d'œuvre**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-travaux, le titulaire du marché issu de la consultation n°2025-22, s'engage à respecter et lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité des intervenants sur le chantier.

### **6.2 – Clause d'insertion**

L'acheteur incite le titulaire à engager des démarches d'insertion par le statut scolaire et/ou par l'activité économique.

### **6.3 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires**

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur incite l'ensemble des titulaires à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences du label RFAR et de la charte (téléchargeable à l'adresse URL suivante : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFAR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le CNA vous accompagnera dans cette démarche. Pour plus d'informations, veuillez consulter le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

## **ARTICLE 7 – MESURES ENVIRONNEMENTALES**

Le titulaire du marché veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage (gestion des déchets, utilisation de produits éco-labellisés, composition du parc automobile dédié vertueux, documents livrables mis à disposition sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement labellisé FCS, PEFC ou équivalent, utilisation d'éclairage basse consommation et d'outils bureautiques économes en énergie, etc...).

### ***Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires***

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur incite l'ensemble des titulaires à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences du label RFAR et de la charte téléchargeable sur le site indiqué ci-dessous et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFAR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le CNA vous accompagnera dans cette démarche. Pour plus d'informations, veuillez consulter le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

## **ARTICLE 8 – RÉPARATION DES DOMMAGES**

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-MOe.

## **ARTICLE 9 – ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Il devra s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

### ARTICLE 10 – CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

#### 10.1 – Règles générales – Forme du prix

Le forfait de rémunération de la mission de base de maîtrise d'œuvre est provisoire et révisable. Le forfait provisoire devient définitif après passation de l'acte modificatif qui intervient à l'issue de l'élément de mission Avant-Projet Définitif (APD).

Sauf dispositions contraires, les prix sont indiqués dans les documents du marché en montants hors taxe.

La TVA applicable aux prix du marché issu de la consultation n°2025-22 est de 20 %.

En cas de modification réglementaire d'un taux de taxe sur la valeur ajoutée, le nouveau taux s'applique de fait sur l'ensemble des paiements postérieurs à la publication officielle de cette modification.

#### 10.2 – Décomposition des prix

Les montants de la mission de base sont fixés dans l'acte d'engagement du marché concerné.

Les montants de chaque élément de mission de la mission de base sont détaillés dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement (cadre de décomposition du prix global et forfaitaire).

#### 10.3 – Modalité de révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois "Mo" (Mo Études) fixé dans l'acte d'engagement soit **DÉCEMBRE 2025**.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index **ingénierie « Ing » (Base 2021)**.

La révision prévue par l'article 10.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché (concerné) d'un coefficient de révision (C) donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_o}$$

Sachant que  $I_o$  est l'Index ingénierie du mois "Mo" Études (mois d'origine d'établissement du prix) fixé dans l'acte d'engagement et à l'article 10.3 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-MOe, l'index ingénierie  $I_m$  est défini comme suit :

##### a) Mission de base

Éléments de mission	Cas	Index m
Avant-Projet Sommaire (APS) Avant-Projet Définitif (APD) Études de Projet (PRO)	Durée d'exécution <b>inférieure</b> ou égale à un mois	<i>Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage</i>
Assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des Marchés de Travaux (AMT)	Durée d'exécution <b>supérieure</b> à un mois	<i>Moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation</i>
VISA	Première partie (80%) sur la durée des travaux	
	Seconde partie (20%) relative à la remise d'un état récapitulatif de l'ensemble des études et plans d'exécution présentés au visa du maître d'œuvre	<i>Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage</i>
Direction de l'Exécution des contrats de Travaux (DET)	Première partie (80%) sur la durée des travaux	<i>Moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation (article 10.2 du CCAG-Moe)</i>
	Seconde partie (20%) relative à la vérification des projets de décomptes finaux et établissement des décomptes généraux	<i>Index du mois au cours duquel le maître d'œuvre a établi le décompte général de la dernière entreprise de travaux</i>
Assistance au maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception et pendant la période de garantie et de parfait achèvement (AOR)	Réception des ouvrages	<i>Index du mois au cours duquel la prestation est exécutée</i>
	Remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	
	Levée des réserves	
	Fin du délai de garantie de parfait achèvement	Index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement

## b) Coefficient de révision

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision. Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive à l'issue de chaque période annuelle décomptée à partir de la date de notification du marché.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

## ARTICLE 11 – PRÉCISIONS SUR LES MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 11.1 – Avance

Une avance sera versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement pour tout marché d'un montant supérieur à 50 000,00 euros hors taxes, et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois, conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique.

Si le délai d'exécution N du marché, exprimé en mois, n'excède pas 12 mois, son montant, en prix de base, est égal à 30 % du montant du marché. Si le délai N dépasse 12 mois, il est égal au produit de ces 30 % par 12 / N. Le montant de l'avance n'est pas affecté par les variations de prix.

Le mandatement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté, à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel atteindra 50 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Une avance peut être versée sur leur demande aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 euros hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance (dont le montant doit être au plus égal à 30 % du montant des travaux sous-traités) et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance; cet entrepreneur prend les versement et remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

### 11.2 – Acomptes

#### a) Rémunération des éléments de la mission de base

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-MOe, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, dont la fréquence est la suivante :

Éléments de mission CONCEPTION	Pourcentage de l'acompte	Conditions
Avant-Projet Sommaire (APS)	50%	<i>A la remise des documents d'études de l'élément de mission</i>
Études de Projet (PRO)	50%	<i>Après approbation de l'élément de mission par le maître d'ouvrage (ou acceptation tacite)</i>
Avant-Projet Définitif (APD)	40%	<i>A la remise des documents d'études de l'élément de mission</i>
	40%	<i>Après approbation de l'élément de mission par le maître d'ouvrage (ou acceptation tacite)</i>
	20%	<i>Après délivrance par l'autorité compétente de l'autorisation administrative correspondante à l'élément de mission (permis de construire, déclaration préalable)...</i>
Assistance à la passation des Marchés de Travaux (AMT)	50%	<i>Après réception et approbation par le maître d'ouvrage de l'ensemble des documents constituant le dossier de consultation des entreprises.</i>
	25%	<i>Après réception et approbation par le maître d'ouvrage du rapport d'analyse des offres (initiales et éventuellement négociées)</i>
	25%	<i>Après mise au point éventuelle des marchés de travaux et notification par le maître de l'ouvrage des marchés aux entrepreneurs</i>



Éléments de mission REALISATION	Pourcentage de l'acompte	Conditions
VISA	80%	<i>En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels de même montant répartis sur la durée du chantier</i>
	20%	<i>A réception d'un état récapitulatif de l'ensemble des études et plans d'exécution présentés au visa du maître d'œuvre, complété par les dates auxquelles les études et plans d'exécution ont été visés par le maître d'œuvre</i>
Direction de l'Exécution des contrats de Travaux (DET)	80%	<i>En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels de même montant répartis sur la durée du chantier. Contrôle de la conformité des études, établissement des ordres de service, vérification des projets de décompte mensuel.</i>
	15%	<i>Lors de la remise du dernier décompte général des marchés de travaux au maître de l'ouvrage. Vérification du projet de décompte final et établissement du décompte général.</i>
	5%	<i>Pour l'assistance en cas de litige, instruction des mémoires de réclamation des entreprises.</i>
Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie (AOR)	15%	<i>Lors de la réception des ouvrages</i>
	35%	<i>Lors de la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE)</i>
	30%	<i>A la levée de la dernière réserve</i>
	20%	<i>A la fin du délai de garantie de parfait achèvement</i>

## b) Rémunération des éléments normalisés

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de la mission, considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous la forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire à un réajustement des montants des éléments de missions, dans les conditions fixées à l'article 12.6-e du présent document.

## c) Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fera l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée dans le présent cahier des clauses administratives particulières, calculés à partir de la différence entre deux acomptes périodiques successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies.

### • État périodique

L'état périodique établi par le concepteur indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

### • Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte périodique sur la plateforme EDIFLEX.

### • Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues au concepteur du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base HT. Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des prestations effectuées ;
- Des pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article 13.1-b du présent cahier des clauses administratives particulières.

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 10 du présent cahier des clauses administratives particulières sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- L'incidence de la TVA ;
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants mentionnés ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage dépose l'état d'acompte sur la plateforme EDIFLEX à l'attention du maître d'œuvre. S'il modifie le projet du concepteur, le maître d'ouvrage lui transmet l'état d'acompte modifié par ce même portail.

Le maître d'ouvrage joint l'état d'acompte au dossier de facturation sur la plateforme EDIFLEX. S'il modifie les montants, le maître d'œuvre pourra consulter l'état d'acompte modifié sur ce même portail.

#### **d) Solde de la maîtrise d'œuvre**

Après la constatation de l'achèvement de sa mission, dans les conditions prévues à l'article 18 du présent cahier des clauses administratives particulières, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage sur la plateforme EDIFLEX une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

- **Décompte final**

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ;
- La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 12.2 du présent cahier des clauses administratives particulières ;
- Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché.

La rémunération, en prix de base hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, est égale au forfait de rémunération figurant au projet de décompte final diminué de l'ensemble des pénalités mentionnées ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

- **Décompte général – État du solde**

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final détaillé précédemment ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors TVA du solde : ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde cité ci-dessus ;
- L'incidence de la TVA ;
- L'état du solde à verser au titulaire : ce montant étant égal à la somme des trois points précédents ;
- La récapitulation des acomptes versés ainsi que le solde à verser constituent le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif par la signature du maître d'œuvre.

#### **e) Demandes de paiements dématérialisées**

Afin d'optimiser le traitement des demandes de paiement de ses prestataires et de réduire les délais de règlement, le pouvoir adjudicateur a choisi de recourir à une plateforme de dématérialisation des factures. Le prestataire retenu pour fournir cette plateforme est EDIFLEX (<https://www.ediflex.com>).

Pour toute assistance en ligne, le numéro de téléphone du service client d'EDIFLEX est le 01.44.41.02.24.

Dans le cadre du présent marché, l'établissement des acomptes ou décomptes, leur transmission au SGAMI NORD et les visas nécessaires à leur règlement seront gérés électroniquement via la plateforme EDIFLEX. L'accès au système se fera via une simple connexion internet, et il incombera au titulaire de disposer d'une connexion à internet avec un débit suffisant.

Les frais d'abonnement, d'accès et de maintenance de la plateforme sont à la charge du pouvoir adjudicateur. En revanche, la prestation de formation initiale sur l'utilisation du service, destinée au titulaire ainsi qu'à ses co-traitants et sous-traitants, sera assurée par le prestataire.

Le titulaire sera informé du moyen de contacter l'administrateur EDIFLEX référent du marché du titulaire pour le SGAMI NORD et devra lui confirmer l'identité du correspondant attitré pour le titulaire (téléphone, courriel).

Le titulaire s'engage à utiliser le service EDIFLEX conformément à ses objectifs.

## ▪ **Fonctionnalités pour tous les acteurs**

Le service EDIFLEX, est interfacé avec Chorus Pro Travaux, et offre une solution complète de suivi de la facturation, que ce soit pour les travaux réalisés, les honoraires, les prestations intellectuelles, les services ou les marchés à bons de commande. Il permet un suivi en temps réel des validations et des montants à payer. La dématérialisation des factures permet de supprimer les délais de transmission des factures papiers et facilite la création d'alertes et de relances, contribuant ainsi à une réduction des délais de paiement.

De plus, toutes les situations de paiement sont archivées sur les serveurs d'EDIFLEX pendant toute la durée du marché, jusqu'à la fermeture du service à l'issue de l'opération. Les abonnés peuvent récupérer les situations de paiement archivées sur le serveur et les télécharger sur leur propre ordinateur pour les imprimer localement. La confidentialité des données est assurée par un mot de passe personnel, que l'abonné peut modifier à tout moment.

En outre, cette plateforme sera utilisée pour tous les échanges entre les parties prenantes, notamment les plans, ordres de service, visas, documentation technique, avenants, DC4, et autres documents.

## ▪ **Conditions générales d'utilisation d'EDIFLEX**

L'utilisation du service EDIFLEX pour échanger des informations avec les autres parties prenantes a pour but de réduire les délais de circulation et de validation, notamment pour les demandes d'acompte. Les échanges réalisés via la plateforme de dématérialisation ont la même valeur juridique que les informations contenues dans des demandes d'acompte sur support papier.

## ▪ **Authentification de l'abonné**

L'accès au service EDIFLEX se fait par l'attribution d'un code d'accès et d'un mot de passe confidentiels, garantissant l'authentification de l'abonné pour toutes les informations qu'il émet.

## ▪ **Émission d'informations**

Les informations transmises via EDIFLEX sont opposables au titulaire, sauf en cas de dysfonctionnement du service. Les validations des marchés et des demandes d'acomptes, effectuées dans le cadre du service EDIFLEX et selon le circuit de vérification défini par le pouvoir adjudicateur, constituent l'expression de la volonté de la personne qui les a configurées.

L'annexe intitulée "Convention d'Interchange", jointe au présent CCAP, précise les droits et obligations du titulaire sur la plateforme EDIFLEX et a valeur contractuelle.

## **f) Retenue de garantie – Cautionnement**

SANS OBJET.

## ARTICLE 12 – COÛTS DES TRAVAUX – FORFAITS DE RÉMUNÉRATION

### Sigles utilisés :

<b>Co</b>	=	Coût global prévisionnel initial
<b>C<sub>def</sub></b>	=	Coût global prévisionnel définitif après l'élément de mission APD
<b>C<sub>réf</sub></b>	=	Coût global de référence des travaux à l'issue de l'élément de mission AMT
<b>C<sub>réal</sub></b>	=	Coût global de réalisation des travaux à la notification des marchés de travaux
<b>C<sub>final</sub></b>	=	Coût global final constaté des travaux au moment du décompte final
<b>To</b>	=	Taux de rémunération initial
<b>T<sub>def</sub></b>	=	Taux définitif de rémunération après l'élément de mission APD
<b>T<sub>réal</sub></b>	=	Taux de rémunération après notification des marchés de travaux
<b>Tt<sub>(études - base)</sub></b>	=	Taux de tolérance en phase « études » - mission de base de maîtrise d'oeuvre
<b>Tt<sub>(travaux)</sub></b>	=	Taux de tolérance en phase « travaux »
<b>Sto</b>	=	Seuil de tolérance initial
<b>St<sub>def</sub></b>	=	Seuil de tolérance en phase « études », jusque la notification des contrats de travaux
<b>St<sub>réal</sub></b>	=	Seuil de tolérance en phase « travaux »

### 12.1 – Coût prévisionnel initial des travaux

L'enveloppe financière estimative (pré-programme) allouée aux travaux, représentant le coût prévisionnel initial des travaux **Co**, est définie par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement.

Dans l'éventualité où le maître d'œuvre estime que l'enveloppe budgétaire prévisionnelle allouée aux travaux n'est pas adaptée, il est tenu d'en faire part au maître d'ouvrage, avant la notification du marché de maîtrise d'œuvre.

Après notification du marché de maîtrise d'œuvre, l'enveloppe budgétaire prévisionnelle allouée aux travaux est considérée comme acceptée par le titulaire du marché.

Le mois durant lequel est établie l'enveloppe budgétaire prévisionnelle allouée aux travaux fixe la valeur économique initiale. Ce mois est appelé  $Mo_{init}$ .

La réévaluation du forfait de rémunération de la mission de base, à l'issue des éléments de missions APD et AMT, détaillée à l'article 12.6 du présent document, se calcule sur la base du coût global prévisionnel des travaux et donc sur la base de la valeur économique correspondante au mois  $Mo_{init}$ .

La révision des prix du marché (issu de la consultation n°2025-22), telle que définie à l'article 10.3 du présent cahier des clauses administratives particulières, est, quant à elle, calculé sur la base des conditions économiques du mois "Mo" (Mo Études) fixé dans l'acte d'engagement du marché de maîtrise d'œuvre.

### 12.2 – Taux de rémunération initial

Le taux de rémunération initial **To** est fixé par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement.

To tient compte :

- de l'étendue de la mission ;
- du degré de complexité de l'opération ;
- de l'évolution économique entre les mois  $Mo_{init}$  et Mo.

### 12.3 – Taux et seuils de tolérance

Lors de l'exécution de son marché, le maître d'œuvre signe plusieurs engagements :

- Il s'engage tout d'abord sur le coût prévisionnel initial des travaux **Co** en signant l'acte d'engagement ;
- Il s'engage ensuite sur le coût prévisionnel définitif **C<sub>def</sub>** en signant l'acte modificatif (avenant) rédigé à l'issue de l'élément de mission APD ;
- Il s'engage finalement sur le coût de réalisation des travaux **C<sub>réal</sub>** à l'approbation de l'intégralité de l'élément de mission AMT et à la notification des marchés de travaux, après d'éventuelles négociations ou mises au point.

Conformément à l'article R.2432-3 du code de la commande publique, le coût des travaux est assorti d'un seuil de tolérance (St).

Le seuil de tolérance (St) est calculé en fonction du taux de tolérance (Tt) fixé par le maître d'ouvrage.

### **Phase études (conception)**

- Pour l'engagement à l'issue de l'élément de mission APD, le seuil de tolérance permettant l'engagement sur le coût prévisionnel définitif  $C_{\text{def}}$  est défini comme suit :

$$St_o = C_o + Tt_{(\text{études} - \text{base})} \times C_o$$

où  $Tt_{(\text{études} - \text{base})}$ , le taux de tolérance est :  $Tt_{(\text{études} - \text{base})} = 5\%$

- Pour l'engagement à l'issue de l'élément de mission AMT, le seuil de tolérance permettant l'engagement sur le coût de référence des travaux  $C_{\text{ref}}$  est défini comme suit :

$$St_{\text{def}} = C_{\text{def}} + Tt_{(\text{études} - \text{base})} \times C_{\text{def}}$$

où  $Tt_{(\text{études} - \text{base})}$ , le taux de tolérance est :  $Tt_{(\text{études} - \text{base})} = 5\%$

En phase **études**, l'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de chacun de ses engagements.

Conformément à l'article R.2432-4 du code de la commande publique, si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations est supérieur aux seuils de tolérance définis précédemment, le maître de l'ouvrage **peut** refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec ses engagements.

Dans le cas où le maître d'œuvre est incapable de respecter son engagement après adaptation, le maître d'ouvrage **peut** décider d'arrêter l'exécution des prestations, conformément à l'article 17 du présent cahier des clauses administratives particulières.

### **Phase travaux (réalisation)**

- Le seuil de tolérance pour la réalisation des travaux est défini comme suit :

$$St_{\text{réal}} = C_{\text{réal}} + Tt_{(\text{travaux})} \times C_{\text{réal}}$$

où  $Tt_{(\text{travaux})}$ , le taux de tolérance est  $Tt_{(\text{travaux})} = 5\%$

## **12.4 – Forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base**

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de base **Fo** est établi par le maître d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre, sur la base des conditions économiques en vigueur au **mois Mo Études** figurant à l'acte d'engagement.

Le forfait de rémunération de la mission de base rétribue les études et prestations constituant la mission de maîtrise d'œuvre telle que définie à l'article 2-5 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Il tient compte :

- de l'étendue de la mission ;
- du degré de complexité de l'opération ;
- du coût prévisionnel initial des travaux ;
- de l'évolution économique entre les mois  $M_{\text{init}}$  et  $M_o$ , tels que définis aux articles 12.1 et 12.2 du présent CCAP.

Le forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base **Fo** est le produit du taux initial de rémunération **To**, fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement, par la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle initiale **Co** affectée aux travaux, fixée dans l'acte d'engagement par le maître d'ouvrage.

$$Fo = To \times Co$$

En établissant le forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base, le maître d'œuvre s'engage sur le coût prévisionnel initial des travaux **Co**.

Le forfait de rémunération peut, sous certaines conditions décrites ci-après, à l'article 12.5, être révisé à la hausse.

## **12.5 – Conditions de modifications du projet – Clause de réexamen**

En cours d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, des modifications peuvent intervenir sur la consistance du projet. Ces modifications ne doivent, en aucun cas, entrer dans les cas de modifications dites « substantielles », qui nécessiteraient la passation d'un nouveau contrat soumis aux règles du droit de la commande publique.

Une modification peut être jugée comme substantielle lorsqu'elle :

- introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient permis l'admission de soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou auraient permis de retenir une offre autre que celle initialement retenue ;
- étend le marché, dans une mesure importante, à des services non initialement prévus ;
- change l'équilibre économique du contrat en faveur du titulaire du marché, d'une manière qui n'était pas prévue dans les termes du marché initial.

Des modifications dites substantielles ne peuvent, en aucun cas, être proposées ou acceptées, que ce soit par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

### **Catégories de modifications possibles :**

Les modifications, qui peuvent intervenir en cours d'exécution du marché, sont classées par le pouvoir adjudicateur selon les catégories suivantes :

Modifications liées une incidence financière complète sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre				
Catégorie 1	Modifications <u>non substantielles</u> dans la consistance du projet résultant de modifications du programme, nécessitant des prestations supplémentaires de conception de la part du maître d'œuvre	A la demande du maître d'ouvrage	La rémunération du maître d'œuvre est révisée selon les modalités décrites à l'article 12-6 du présent cahier des clauses administratives particulières.	L'incidence financière des modifications est répercutée dans le coût prévisionnel des travaux ou le coût de réalisation de ceux-ci.
		Acceptées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre		
Catégorie 2	Modifications dans la consistance du projet nécessitant des prestations supplémentaires de conception de la part du maître d'œuvre	Imposées au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre (par suite d'un changement de réglementation ou d'aléas imprévisibles...)		
Modifications liées à une incidence financière minorée sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre				
Catégorie 3	Modifications <u>non substantielles</u> dans la consistance du projet, en phase études ou en phase travaux, par suite d'imprévisions dans les études du maître d'œuvre ou d'erreurs dans la conduite des travaux	Apportées par le maître d'œuvre	L'incidence financière des modifications de catégories 3, 4 et 5 entraînent une réévaluation minorée du forfait de rémunération du maître d'œuvre, telle que définie à l'article 12-6 du présent cahier des clauses administratives.	L'incidence financière des modifications est répercutée dans le coût prévisionnel des travaux ou le coût de réalisation de ceux-ci.
Catégorie 4	Modifications dans la consistance du projet <u>NE nécessitant PAS</u> de prestations supplémentaires de conception de la part du maître d'œuvre	A la demande du maître d'ouvrage ou acceptées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre		
Catégorie 5	Modifications du coût prévisionnel des travaux, ou du coût de réalisation des travaux, <u>sans modifications de la consistance du projet</u>	Circonstances économiques imprévisibles, variation brutale du prix d'un matériau ou équipement, augmentation du coût de réalisation après défaillance d'une entreprise...	(même si les travaux sont exécutés après accord du maître d'ouvrage).	

Le cumul de l'ensemble des modifications de catégories 1, 3 et 4 **ne peut, en aucun cas, être supérieur à 50 %** du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Moe, ces modifications, et leurs éventuelles incidences financières, sont intégrées au marché de maîtrise d'œuvre par actes modificatifs au contrat (avenants), rédigés par le maître d'ouvrage, sur la base de l'estimation financière proposée par le maître d'œuvre et approuvée par le maître d'ouvrage.

Le forfait du maître d'œuvre étant liée à l'estimation de l'enveloppe budgétaire allouée aux travaux, sa révision définie à l'article 12.6 du présent document, est calculée sur la base de la valeur économique de l'enveloppe travaux initiale.

Les règlements et révisions du marché de maîtrise, en dehors de la révision du forfait de rémunération de la mission de base, défini à l'article 12.6 du présent document, est calculé sur la base de la valeur économique Mo figurant dans l'acte d'engagement du marché de maîtrise d'œuvre.

## 12.6 – Modalités de révision du forfait de rémunération de la mission de base

### a) Après l'élément de mission APD (avant-projet définitif)

Après l'admission, en l'état ou avec observations (au sens de l'article 21.1 du CCAG-Moe), de l'élément de mission APD, le maître d'ouvrage rédige un acte modificatif au contrat (avenant) qui a pour objet de fixer :

- le coût prévisionnel définitif des travaux **C<sub>def</sub>**, sur lequel s'engage le maître d'œuvre ;
- le forfait prévisionnel définitif de rémunération de la mission de base **F<sub>def</sub>**.

Le coût prévisionnel définitif des travaux **C<sub>def</sub>** est défini comme suit :

$$\mathbf{C_{def}} = \mathbf{C_o} + \text{Coût des modifications de catégories 1, 2, 3, 4 et 5}$$

Le forfait de rémunération définitif **F<sub>def</sub>** est établi selon la formule suivante :

$$F_{\text{def}} = T_{\text{def}} \times (C_o + \text{Coût des modifications de catégories 1 et 2})$$

L'augmentation du coût prévisionnel définitif des travaux est calculée relativement au coût prévisionnel initial et est comparée au seuil de tolérance défini à l'article 12-3 du présent document.

- **Premier cas :  $C_{\text{def}} \leq C_o$**

Dans le cas où le coût prévisionnel définitif des travaux est inférieur ou égal au coût prévisionnel initial des travaux, le forfait définitif de rémunération  $F_{\text{def}}$  est alors égal au forfait provisoire initial de rémunération de la mission de base  $F_o$ .

$$F_{\text{def}} = F_o$$

Le taux de rémunération demeure inchangé :

$$T_{\text{def}} = T_o$$

- **Deuxième cas :  $C_o \leq (C_{\text{def}} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) \leq S_{to}$**

Dans le cas où le coût prévisionnel définitif des travaux, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur ou égal au coût prévisionnel initial et inférieur ou égal au seuil de tolérance initial, le taux définitif de rémunération reste égal au taux initial de rémunération :

$$T_{\text{def}} = T_o$$

et

$$F_{\text{def}} = T_{\text{def}} \times (C_o + \text{Coût des modifications de catégories 1 et 2})$$

- **Troisième cas :  $(C_{\text{def}} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) > S_{to}$**

Dans le cas où le coût prévisionnel définitif des travaux, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur au seuil de tolérance initial, le taux définitif de rémunération  $T_{\text{def}}$  est alors établi selon la formule suivante :

$$T_{\text{def}} = T_o - (\alpha \times R)$$

Où  $\alpha$  est la différence entre le taux d'augmentation constaté et le taux de tolérance tel que défini à l'article 12.3 du présent document.

$$\alpha = \left( \frac{C_{\text{def}} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}}{C_o} - 1 \right) - T_{t(\text{études} - \text{base})}$$

Et R, le coefficient réducteur tel que  $R = 0,025$ .

Le forfait de rémunération est alors :

$$F_{\text{def}} = T_{\text{def}} \times C_{\text{def}} = (T_o - (\alpha \times R)) \times (C_o + \text{Coût des modifications de catégories 1 et 2})$$

Dans un cas extrême où l'application de la formule de révision aboutissait à une réduction du forfait de rémunération, il ne serait alors pas fait application de la formule de révision.

Le forfait définitif de rémunération serait alors fixé comme étant :  $F_{\text{def}} = F_o$

## b) A la notification des marchés de travaux

À l'issue de la consultation « travaux », les contrats de travaux sont notifiés par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs attributaires.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût de réalisation des travaux  $C_{\text{réel}}$ , tel que défini à l'article 12.8 du présent cahier des clauses administratives particulières. Cet engagement prend effet à la notification des contrats de travaux.

Le maître d'ouvrage compare alors le coût de réalisation des travaux  $C_{\text{réel}}$  et coût prévisionnel définitif des travaux  $C_{\text{def}}$ , sur la base d'une valeur économique commune.

- **Premier cas :  $C_{\text{réel}} \leq C_{\text{def}}$**

Dans le cas où le coût de réalisation des travaux est inférieur ou égal au coût prévisionnel définitif des travaux, le forfait de rémunération demeure identique et n'est pas réévalué.



- **Deuxième cas** :  $C_{\text{def}} \leq (C_{\text{réal}} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) \leq St_{\text{def}}$

Dans le cas où le coût de réalisation des travaux, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur ou égal au coût prévisionnel définitif des travaux, et inférieur ou égal au seuil de tolérance définitif, le taux de rémunération, après notification des marchés de travaux, reste égal au taux définitif de rémunération :

$$T_{\text{réal}} = T_{\text{def}}$$

Le forfait de rémunération est alors réévalué comme suit :

$$F_{\text{réal}} = T_{\text{réal}} \times C_{\text{réal}} = T_{\text{def}} \times C_{\text{réal}}$$

Cette réévaluation est notifiée au maître d'œuvre par le biais d'un acte modificatif (avenant).

- **Troisième cas** :  $(C_{\text{réal}} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) > St_{\text{def}}$

Dans le cas où le coût de réalisation des travaux, sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur au seuil de tolérance définitif, le taux de rémunération après notification des marchés de travaux, est alors révisé selon la formule suivante :

$$T_{\text{réal}} = T_{\text{def}} - (\alpha \times R)$$

Où  $\alpha$  est la différence entre le taux d'augmentation constaté et le taux de tolérance tel que défini à l'article 12.3 du présent document.

$$\alpha = ((C_{\text{réal}} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) - 1) - Tt_{(\text{études} - \text{base})} \\ C_{\text{def}}$$

Et R, le coefficient réducteur tel que  $R = 0,025$ .

Le forfait de rémunération est alors :

$$F_{\text{réal}} = (T_{\text{def}} - (\alpha \times R)) \times (C_{\text{def}} + \text{Coût des modifications de catégories 1 et 2})$$

Dans un cas extrême où l'application de la formule de révision aboutissait à une réduction du forfait de rémunération, il ne serait alors pas fait application de la formule de révision.

Le forfait définitif de rémunération serait alors fixé comme étant :  $F_{\text{réal}} = F_{\text{def}}$

Cette révision du forfait de rémunération est notifiée au maître d'œuvre par le biais d'un acte modificatif.

### c) Lors de l'exécution des marchés de travaux

Dans le cas où des prestations supplémentaires, initialement non prévues aux marchés de travaux, s'avèreraient nécessaires en cours d'exécution des prestations, elles seraient rendues contractuelles par le biais d'actes modificatifs aux marchés de travaux, dans le respect des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Les éventuels actes modificatifs des marchés de travaux, mentionnés ci-dessus, ont pour incidence de modifier le coût de réalisation des travaux  $C_{\text{réal}}$ .

Seules les modifications nécessitant des prestations supplémentaires de conceptions (catégories 1 et 2 telles que définies à l'article 12.5) sont répercutées sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre, qui est révisé dans des conditions similaires à celles prévues à l'article 12.6-b, en prenant en compte :

- $C_{\text{réal-révisé}}$ ,  $T_{\text{réal-révisé}}$  et  $F_{\text{réal-révisé}}$  sont à substituer à  $C_{\text{réal}}$ ,  $T_{\text{réal}}$  et  $F_{\text{réal}}$  ;
- $C_{\text{réal}}$ ,  $T_{\text{réal}}$ ,  $F_{\text{réal}}$  et  $St_{\text{réal}}$  remplacent à  $C_{\text{def}}$ ,  $T_{\text{def}}$ ,  $F_{\text{def}}$  et  $St_{\text{def}}$
- $Tt_{(\text{études} - \text{base})}$  doit être remplacé par  $Tt_{(\text{travaux})}$ .

### d) Incidence financière sur les éléments de mission en cas d'augmentation du forfait

Dans le cas d'une augmentation du forfait de rémunération, l'incidence financière est répercutée proportionnellement sur les éléments de mission qui sont encore à réaliser. Les autres éléments de mission demeurent inchangés.

À l'issue de l'acte modificatif après la mission diagnostic, l'augmentation du forfait de rémunération est répartie proportionnellement sur l'ensemble des éléments de la mission de base (APS, APD, PRO, AMT, VISA, DET, AOR).

À l'issue de l'acte modificatif après l'élément de mission APD, l'incidence de l'augmentation éventuelle du forfait de rémunération est répartie proportionnellement sur les éléments postérieurs à l'élément de mission APD (PRO, AMT, VISA, DET, AOR).

Dans le cas d'un acte modificatif à la notification des marchés de travaux, ou lors de l'exécution de ces derniers, l'incidence de l'augmentation éventuelle du forfait de rémunération est répartie proportionnellement sur les éléments postérieurs à l'élément de mission AMT (VISA, DET, AOR).

## 12.7 – Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux  $C_{ref}$ . Il s'agit du coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

**Dans le cas d'une consultation passée en entreprise générale**, ce coût de référence  $C_{ref}$  est obtenu en multipliant le montant de l'offre considérée, tous critères confondus, comme économiquement la plus intéressante par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 pris respectivement au mois  $Mo_{init}$ , tel que défini à l'article 12.1 du présent document et au mois  $Mo$  des offres de travaux ci-dessus.

$$C_{ref} = (\text{Montant de la meilleure offre de travaux}) \times \frac{(\text{BT01 au mois } Mo_{init})}{\text{BT01 au mois } Mo \text{ travaux}}$$

*(Le coefficient est arrondi au millième supérieur)*

**Dans le cas d'une consultation passée en lots juridiques séparés**, le coût de référence  $C_{ref}$  de la consultation « travaux » est obtenu en additionnant les coûts de références spécifiques à chaque lot (calculé sur la base des index des corps de métiers concernés).

$$C_{ref} = C_{ref}(\text{Lot1}) + C_{ref}(\text{Lot2}) + [...] + C_{ref}(\text{LotX})$$

Les coûts de références spécifiques à chaque lot sont calculés comme suit :

$$C_{ref}[\text{LotX}] = (\text{Montant de la meilleure offre de travaux LotX}) \times \frac{(\text{BT}(\text{LotX}) \text{ au mois } Mo_{init})}{\text{BT}(\text{LotX}) \text{ au mois } Mo \text{ travaux}}$$

*(Le coefficient est arrondi au millième supérieur)*

- $C_{ref} > St_{def}$

Si le coût de référence  $C_{ref}$  est supérieur au seuil de tolérance  $St_{def}$ , tel que défini à l'article 12-3 du présent document, alors l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif  $C_{def}$  n'est pas respecté.

Le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation "travaux" infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut aussi accepter le coût de référence  $C_{ref}$ .  
Le forfait de rémunération du maître d'œuvre n'est pas modifié.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial (ou modifié préalablement par acte(s) modificatif(s)), et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai maximal de deux semaines à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

- **Infructuosité de la consultation « travaux »**

Dans le cas où un ou plusieurs lots de la consultation « travaux » étai(en)t infructueux et nécessitai(en)t une nouvelle mise en concurrence, une mission complémentaire, hors forfait de la mission base, serait confiée au maître d'œuvre, par acte modificatif au contrat (avenant).

Cette mission complémentaire devrait alors prendre en compte le coût pour :

- L'établissement de nouveaux documents pour la nouvelle consultation « travaux » ;
- L'analyse des plis reçus ;
- Les éventuelles négociations à mener avec les candidats.

Le montant de cette mission complémentaire peut être établi sur la base de la décomposition du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, ou sur un devis proposé par le maître d'œuvre et accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur.

## 12.8 – Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux  $C_{réal}$  est le coût qui résulte des contrats de travaux notifiés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux. Il peut être différent du coût de référence, suite à une mise au point ou à une phase de négociation.

Le coût de réalisation des travaux  $C_{réal}$  est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $Mo$  correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Conformément aux articles R.2432-4 et R.2432-5 du code de la commande publique, le respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût de réalisation des travaux à la notification des marchés de travaux est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage en tenant compte du coût total définitif des travaux passés par le maître d'ouvrage.

## 12.9 – Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages, augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs), ne respecte pas le seuil de tolérance défini à l'article 12.3 du présent cahier des clauses administratives particulières, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de missions VISA, DET et AOR.

### 12.10 – Coût final constaté des marchés de travaux

Le coût final constaté des marchés de travaux  $C_{final}$ , après achèvement de l'ouvrage, est le montant, en valeur économique du mois  $Mo$ , des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés de travaux et de leurs éventuels actes modificatifs, pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

- **Premier cas** :  $(C_{final} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) \leq St_{réal}$

Le coût final constaté  $C_{final}$ , sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est inférieur ou égal au seuil de tolérance fixé par rapport au coût de réalisation de travaux.

La révision du forfait définitif de rémunération après réalisation des travaux est alors fixée comme suit :

$$F_{final} = F_{def} + (Tv_x \text{ Comp} \times T_{def} \times T_{exé})$$

Où :

- $F_{final}$  = Forfait de rémunération final de la mission de base, révisé après réalisation des travaux ;
- $F_{def}$  = Forfait définitif de rémunération de la mission de base établi après APD ;
- $Tv_x \text{ Comp}$  = Montant des travaux complémentaires de catégories 1 et 2, nécessitant des prestations de conception ;
- $T_{def}$  = Taux définitif de rémunération ;
- $T_{exé}$  = Cumul des taux de répartitions des missions en phase d'exécution (VISA + DET + AOR) *définis dans la répartition des honoraires par éléments de missions.*

- **Second cas** :  $(C_{final} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) > St_{réal}$

Le coût final constaté  $C_{final}$ , sans prise en compte des modifications de catégorie 1, est supérieur au seuil de tolérance fixé par rapport au coût de réalisation de travaux.

Le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le coût de réalisation, majoré par le seuil de tolérance, multipliée par deux fois le taux définitif de rémunération du maître d'œuvre.

$$\text{Montant de la pénalité appliquée} = 2 \times T_{def} \times (C_{final} - (C_{réal} + C_{réal} \times T_{t(travaux)}))$$

Conformément à l'article R.2432-5 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra pas excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## CHAPITRE III – DÉLAIS – PÉNALITÉS

### ARTICLE 13 – DÉLAIS ET PÉNALITÉS DE RETARD

L'ensemble des délais du marché issu de la consultation n°2025-22 sont exprimés en jours calendaires. Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des délais ou celui des pénalités.

Les délais d'exécution des éléments de mission par le maître d'œuvre sont fixés dans l'article 4 de l'acte d'engagement, comme suit :

ÉLÉMENTS DE MISSIONS	Délais
<b>Avant-projet Sommaire</b>	3 semaines
<b>Avant-projet Définitif</b>	3 semaines
<b>Projet</b>	4 semaines
<b>Assistance aux Marchés de Travaux - Constitution du DCE (AMT - DCE) - Réponses aux questions des entreprises pendant la consultation</b>	2 semaines
<b>Assistance aux Marchés de Travaux - Analyse plis initiaux - Analyse plis négociés</b>	4 semaines 2 semaines
<b>VISA</b>	2 semaines à réception des documents
<b>Direction de l'Exécution des marchés de Travaux</b>	Durée d'exécution des marchés de travaux 3 mois + période de préparation 1 mois
<b>Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception</b>	4 semaines (Hors garantie de parfait achèvement)

Le point de départ de chacun de ces délais est fixé par ordre de service.

### PHASE ÉTUDES

#### 13.1 – Établissement des documents d'étude

##### a) Délais

Les délais spécifiques de remises des documents d'étude pour chaque élément de mission sont précisés dans les ordres de services correspondants.

Le point de départ de ces délais est indiqué dans l'ordre de service.

Chaque élément de mission peut comporter plusieurs remises de documents d'études. Les délais spécifiques à chacun de ces documents d'études sont précisés dans les ordres de service.

##### b) Pénalités pour retard en phase études

Il sera fait application de l'article 16.2.3 du CCAG-Moe, comme suit :

« Sous réserve des stipulations des articles 15.3, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique des pénalités.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission ;

R = le nombre de jours de retard. »

## 13.2 – Réception des documents d'étude

### a) Présentation des documents d'étude

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-Moe, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

### b) Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le titulaire, au maître d'ouvrage pour vérification et réception via FRANCE TRANSFERT ou support physique (clé USB).

Les documents remis seront au format **PDF**, et dans un format compatible avec les éditeurs habituels du marché pour les documents, et au format **DWG** du logiciel **AUTOCAD Architecture 2014** (ou version antérieure ou logiciel compatible) pour les plans.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessus dans le cadre de l'opération envisagée.

## 13.3 – Délais d'approbation par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article 20 du CCAG-MOe, le maître de l'ouvrage dispose, pour procéder aux vérifications et pour notifier sa décision d'ajournement, d'admission (en l'état ou avec observations) ou de rejet des documents d'études d'un délai de deux mois maximum. Les délais d'approbation courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG-MOe (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents notifiés, d'un délai de deux mois.

L'approbation d'un document d'étude **peut** donc être notifiée avant l'expiration du délai de deux mois.

<b>PHASE TRAVAUX</b>
----------------------

## 13.4 – Établissement des documents en phase travaux

### a) Délais

Les délais spécifiques de remise des documents d'étude pour chaque élément de mission sont précisés dans les ordres de services correspondants. Le point de départ de ces délais est indiqué dans l'ordre de service.

### b) Pénalités pour retard en phase travaux

Il sera fait application de l'article 16.2.3 du CCAG-Moe.

## 13.5 – Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Le projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début. Il est établi à partir des prix initiaux du marché, hors TVA et hors révision, celle-ci étant calculée par l'administration. Le projet de décompte doit respecter les lignes de postes détaillées dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire.

Au cours de l'exécution des travaux, les entrepreneurs remettent leurs demandes de paiements au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte sur la plateforme EDIFLEX (conformément à l'annexe "Convention d'Interchange", jointe au présent CCAP, précisant les droits et obligations du titulaire sur la plateforme EDIFLEX et ayant valeur contractuelle).

### **13.6 – Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux, et transmis par l'entrepreneur via la plateforme EDIFLEX.

Après vérification du projet de décompte final, qui devient alors le décompte final, et à partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à cinq (5) jours calendaires (incluant la transmission au maître d'ouvrage) après la parution des derniers index ou à compter de l'accusé de réception du document. Cette date doit impérativement figurer sur le projet de décompte.

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, il sera fait application de l'article 16.2.3 du CCAG-Moe.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

### **13.7 – Instruction des mémoires en réclamation**

#### **a) Délai d'instruction**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire.

#### **b) Pénalités pour retard**

Il sera fait application de l'article 16.2.3 du CCAG-Moe.

## **ARTICLE 14 – AUTRES PÉNALITÉS**

### **14.1 – Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin**

Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin : **500,00 €** par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé par la mise en demeure.

### **14.2 – Sous-traitants**

Découverte de la présence sur le chantier d'un sous-traitant non déclaré : **1 000,00 €** par infraction constatée.

### **14.3 – Exonération**

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-Moe, il ne sera fait application d'aucune exonération de pénalités, même si leur montant est inférieur à 1 000 €.

## CHAPITRE IV – EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### ARTICLE 15 – ORDRES DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'Exécution des marchés Travaux" (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre, adressés à l'entrepreneur dans un délai d'une semaine, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Toutefois, un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'au vu de décisions écrites préalables du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, l'ordre de service ne comporte que la transmission de ces décisions à l'entrepreneur, décisions ayant effet de modifier les délais d'exécution des travaux ou leur prix, notamment :

- La modification du programme initial entraînant une modification du projet.
- La notification de la date de commencement des travaux.
- La notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard, compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a été réellement, est fixé à **50,00** euros par jour calendaire.

### ARTICLE 16 – SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 2.5 du présent CCAP, la direction de l'exécution des marchés de travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs. À ce titre, il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Pour exercer le contrôle général des travaux, des visites de chantier auront lieu, à la diligence du maître d'œuvre et en accord avec le maître d'ouvrage qui pourra y être représenté, au moins toutes les semaines et aussi inopinément en tant que de besoin. Le maître d'œuvre sera personnellement présent chaque fois que les décisions à prendre le nécessiteront et en tout cas chaque fois que le maître d'ouvrage le souhaitera.

Pour les autres visites, il sera représenté par une personne qualifiée désignée par lui, en accord avec le maître d'ouvrage, dans les deux semaines qui suivent la notification du marché.

#### Journal de chantier

Le maître d'œuvre tiendra un journal de chantier où seront consignées ses visites et constatations ainsi que celles de tous autres intéressés tels le conducteur d'opération et, le cas échéant, le contrôleur technique. Sur ce journal seront également répertoriés tous les ordres de service qu'il aura donnés conformément à l'article 15 précédemment et mentionnés tous événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux, tels ceux relatifs aux conditions climatiques. Ce journal deviendra la propriété du maître d'ouvrage à qui il sera remis en fin de chantier.

### ARTICLE 17 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de missions définis à l'article 2.5 du présent CCAP.

Lorsque l'arrêt d'exécution des prestations est prononcé, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

Cette résiliation, faisant suite à l'arrêt d'exécution des prestations, n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

### ARTICLE 18 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin de la "garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission du maître d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'un procès verbal de réception, établi sur la demande du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage et dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOe, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **ARTICLE 19 – UTILISATION DES RÉSULTATS**

Il est fait application des articles 22 à 24 du CCAG-MOe.

# **CHAPITRE V – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Dans le cas d'une résiliation ne faisant pas suite à un arrêt de l'exécution des prestations (article 17 du présent CCAP), il sera fait le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOe avec les précisions suivantes.

## **ARTICLE 20 – RÉSILIATION DU FAIT DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE**

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOe, pour l'établissement de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à 2 % (deux pour cent).

## **ARTICLE 21 – RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE OU CAS PARTICULIER**

Si le marché issu de la consultation n°2025-22 est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG-MOe, la fraction des prestations déjà accomplie par le maître d'œuvre et acceptée par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 28.1 du CCAG-MOe), les prestations sont réglées sans abattement.

Au titre des études d'avant-projet définitif, le maître d'œuvre devra reprendre, à ses frais, tout ou partie des études si les dossiers ci-dessus font l'objet, de la part des autorités compétentes, d'un avis défavorable ou d'un avis favorable avec réserve. Les délais d'études seront alors prolongés par ordre de service dans les conditions fixées par l'article 15.3 du CCAG-MOe .

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOe, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12.2 du présent CCAP.

Cette même dérogation s'applique dans les cas où la consultation des entreprises travaux serait infructueuse ou si le maître d'œuvre ne peut mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés de travaux dans les limites du coût prévisionnel.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de fournir tous les six (6) mois lors de l'exécution du marché, sous peine de résiliation à ses torts après mise en demeure, les pièces prévues à l'article D 8222.5 (société française) ou D 8222.7-8 (société étrangère) du code du travail.

## **ARTICLE 22 – CLAUSES DIVERSES**

### **22.1 – Conduite des prestations dans un groupement**

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOe sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG- MOe traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 30) et les autres cas de résiliation (article 28) s'appliquent dès qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une situation prévue à ces articles.



## 22.2 – Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de contractants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée une saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

## 22.3 – Responsabilité

D'une façon générale, les maîtres d'œuvre assument les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, les maîtres d'œuvre répondent notamment des responsabilités et garanties dont s'inspirent les articles 1382 et suivants, 1792, 1792-2 et 1792-3 du code civil.

## CHAPITRE VI – DÉROGATIONS AU CCAG-MOe

Articles du présent acte	Articles du CCAG applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre - texte en vigueur au 1 <sup>er</sup> avril 2021 selon l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, modifié par arrêtés du 30 septembre 2021 et du 29 décembre 2022
4	4.1
10.3	10.1.1
11.2	11.2
12.5	14
13.2-a	20
13.5	16.2.3
14.3	16.2.1
20	31
21	30

## ANNEXE 1 - EXEMPLE DE CALCUL DE RÉÉVALUATION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

### EXEMPLE : Calcul du forfait de rémunération de la mission de base après l'élément de mission APD en construction neuve

$Co = 200\,000,00 \text{ € HT}$

$To = 10,321 \text{ \%}$  (soit 0,10321)

$Fo = 0,10321 \times 200\,000,00 = 20\,642,00 \text{ € HT}$

$Tt_{(\text{études} - \text{base})} = 7 \text{ \%}$  (soit 0,07)

$Sto = Co + Tt_{(\text{études} - \text{base})} \times Co = 200\,000,00 + 0,07 \times 200\,000,00 = 214\,000,00 \text{ € HT}$

$C_{\text{def}} = 260\,000,00 \text{ € HT}$  avec des modifications de catégories comme suit :

*Modifications de catégorie 1 : 25 000,00 € HT - à la demande du maître d'ouvrage*

*Modifications de catégorie 1 : 7 000,00 € HT - à la demande du maître d'œuvre, approuvées par le maître d'ouvrage*

*Modifications de catégorie 2 : 2 000,00 € HT*

*Modifications de catégorie 3 : 1 000,00 € HT*

*Modifications de catégorie 4 : 5 000,00 € HT*

*Modifications de catégorie 5 : 20 000,00 € HT*

$C_{\text{def}} - \text{Coût des modifications de catégorie 1} = 228\,000,00 \text{ € HT}$

Alors, le troisième cas s'applique :  $(C_{\text{def}} - \text{Coût des modifications de catégorie 1}) > Sto$

$\alpha = ((228\,000,00 / 200\,000,00) - 1) - 0,07 = (1,14 - 1) - 0,07 = 0,07$

$\alpha \times R = 0,07 \times 0,025 = 0,0005$  (soit 0,05 %)

$T_{\text{def}} = To - (\alpha \times R) = 0,10321 - 0,00175 = 0,10146$  (soit 10,146 %)

D'où

$F_{\text{def}} = T_{\text{def}} \times Co + (\text{Modifications de catégorie 1 et 2}) = 0,10146 \times 234\,000,00 = 23\,741,64 \text{ € HT}$